

IMMIGRATION

« L'accueil belge ? On dirait qu'on parle de gestion de stock »

Les Centres régionaux d'intégration (CRI) et le Ciré unissent leurs voix afin de dénoncer la fermeture de 10 000 places d'accueil.

● **Interview :**
Marie - Laure MATHOT

Thierry Tournoy, est directeur du Centre régional d'intégration (CRI) de Charleroi et président Dispositif de concertation et d'appui aux Centres Régionaux d'Intégration (Discri). Il parle ici au nom de tous les CRI wallons et du Ciré (Coordination et initiatives pour réfugiés et étrangers) pour dénoncer la décision du gouvernement de fermer 10 000 places d'accueil pour demandeurs d'asile.

Thierry Tournoy, c'est un cri d'alarme que vous lancez ?

Tout à fait. Cette décision de fermer 10 000 places d'accueil envoie un message pour dire que les migrants ne sont pas les bienvenus en Belgique. C'est aussi nier tout le travail qui s'est fait autour des populations locales belges où se trouvaient les centres d'accueil. Certains citoyens ont manifesté du rejet à l'arrivée de demandeurs d'asile. Un travail a été fait pour que la cohabi-

tation se passe bien. Tout cela sera à refaire dès la prochaine vague migratoire. C'est le reflet du mépris du secrétaire d'État pour tout ce qui revêt de l'accueil et le travail social qu'il y a autour. Il fait savoir qu'il ne veut plus accueillir.

Mais l'arrivée de migrants a été moins importante ces derniers mois, ces places sont donc « vides » pour le moment.

Il y a effectivement un creux mais personne ne doute que ça va recommencer. Il faut se rendre compte que les pays qui se trouvent sur la route de la migration ferment peu à peu leurs portes. Ça prend donc du temps pour trouver d'autres parcours. Mais quoi qu'il en soit, ils arriveront. Cette recherche frénétique de quitter un pays en guerre ne va pas s'arrêter parce que les pays érigent des murs.

Concrètement, fermer 10 000 places (près d'un quart des places d'accueil) ça a quelles conséquences ?

A court terme, cela va provoquer des déplacements de demandeurs d'asile d'un centre vers un autre. À long terme, on va se retrouver dans la même situation que l'année dernière où l'on n'anticipe pas l'immigration. On va à nouveau tout faire dans la précipitation et on risque de retomber dans une gestion de stock plutôt que dans un travail de fond d'intégration.

Beaucoup d'acteurs de terrains parlent d'une marchandisation des migrants en Europe. Pour vous, la Belgique fait la même chose ?

Ce que nous voulons dire avant tout, c'est que l'on parle des migrants de manière tout à fait déshumanisée. Quand on entend les propos du secrétaire d'État, on parle de chiffres, d'*inputs*, d'*outputs*... On dirait que l'on parle de gestion de stock. Il envoie à nouveau un message : celui de ne pas considérer des personnes en tant qu'humains. Mais une fois qu'ils seront dans un centre, ils vont interagir avec les populations locales belges. Il méprise ce lien, ces interactions et les dispositifs mis en place par les travailleurs so-

ciaux.

Dans les CRI, votre tâche principale est le parcours d'intégration.

Comment ça se passe ?

Il n'y a aucun lien entre la politique fédérale et wallonne. Autrement dit, pas de lien entre le moment où les personnes séjournent dans les centres d'accueil et le moment où ils doivent suivre leur parcours d'intégration. Le lien se construit quasi de manière interpersonnelle, en fonction des collaborations qui se créent entre les structures. Mais il n'y a aucune politique générale, ça n'existe pas. C'est complètement incroyable. ■

Les CRI, c'est quoi ?

Il existe huit Centres régionaux d'intégration en Wallonie : Charleroi, Namur, Verviers, Liège, Trivières, Mons, Libramont et Nivelles. Leur mission

principale est de mettre en place le parcours d'intégration. Celui-ci est obligatoire dans son intégralité depuis le mois d'avril.

M.-L.M